



Sky News / UNRWA : « [Ils] font plusieurs affirmations dont Sky News nâ??a pas vu la preuve et beaucoup de ces affirmations, mÃªme si elles sont vraies, nâ??impliquent pas directement lâ??UNRWA ». «

Description

Sky News a reÃ§u des documents israÃ©liens qui contiennent une sÃ©rie dâ??allÃ©gations Ã lâ??encontre de lâ??agence des Nations Unies, notamment quâ??elle Ã aide le Hamas Ã sÃ©curiser lâ??aide humanitaire qui est transfÃ©rÃ©e dans la bande de Gaza ».

Par Alistair Bunkall, le 30 janvier 2024



Un camion de carburant de lâ??UNRWA fait la queue pour entrer Ã Gaza. Photo
dâ??archives : AP

Sky News a vu des documents des services de renseignement israÃ©liens qui, selon IsraÃ©l, prouvent que le personnel dâ??une agence des Nations Unies Ã©tait liÃ© au Hamas Ã Gaza.

Le rapport, qui a Ã©tÃ© communiquÃ© Ã des gouvernements Ã©trangers, affirme que six employÃ©s de lâ??Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les rÃ©fugiÃ©s de Palestine (UNRWA) se sont infiltrÃ©s en [IsraÃ©l](#). Quatre dâ??entre eux auraient participÃ© Ã lâ??enlÃ©vement dâ??IsraÃ©liens, tandis quâ??un autre aurait fourni un Â« soutien logistique Â».

Dâ??autres accusations portent sur le fait que Â« sur environ 12 000 employÃ©s de lâ??UNRWA dans la bande de Gaza, environ 10 % sont des agents du Hamas/PIJ [Jihad islamique palestinien] et environ 50 % sont des parents au premier degrÃ© dâ??un agent du [Hamas](#) Â» .

Les dÃ©tracteurs des actions dâ??IsraÃ©l affirment que le nombre dâ??employÃ©s prÃ©tendument impliquÃ©s ne reprÃ©sente quâ??un pourcentage infime de lâ??ensemble des effectifs de

l'agence, et que la [décision des gouvernements de suspendre leur financement](#) en réponse à ces allégations est une mesure cruelle et disproportionnée.

Le Conseil norvégien pour les réfugiés s'est dit « indigné » que des gouvernements étrangers suspendent leurs dons.

Il a déclaré dans un communiqué : « Nous sommes choqués par la décision irréfutable de couper une ligne de vie pour toute une population par certains des pays qui avaient appelé à l'augmentation de l'aide à Gaza et à la protection des humanitaires dans l'exercice de leurs fonctions ».



Des Palestiniens se rassemblent dans une base de l'UNRWA à Rafah. Photo d'archives : AP

Le rapport des services de renseignement israéliens affirme également que l'UNRWA est contraint « d'agir sous l'autorisation et la supervision du Hamas » et « qu'il semble que l'UNRWA aide le Hamas à sécuriser l'aide humanitaire qui est transférée au GS ».

Le rapport ajoute : « La demande du Hamas, pendant les opérations de fer [nom donné par Israël à son action militaire à Gaza], l'UNRWA a transféré du carburant vers le nord de la bande de Gaza. »

Israël affirme depuis longtemps que les combattants du Hamas ont utilisé les installations de l'UNRWA pour cacher et stocker des armes, notamment dans les écoles et les hôpitaux, et qu'ils ont creusé des tunnels sous les bâtiments de l'agence, parfois son insu.

« Punition collective »

L'UNRWA a été créée en 1949 pour apporter assistance et protection aux réfugiés palestiniens. Il est financé presque entièrement par des dons volontaires.

Dans la pratique, l'agence gère des écoles, des services de santé et des camps de réfugiés, mais pas seulement à Gaza. Elle opère également à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, ainsi que dans certaines parties du Liban, de la Jordanie et de la Syrie.

Elle assure l'éducation de plus de 544 000 enfants dans 706 écoles, accorde des centaines de millions de dollars de prêts aux petites entreprises et la création d'emplois, et fournit des soins de santé à plus de sept millions de patients chaque année.

Ils seront tous affectés par la suspension du financement, que les critiques ont décrite comme une forme de « punition collective ».

Les documents des services de renseignement israéliens contiennent plusieurs affirmations dont Sky News n'a pas vu la preuve et beaucoup d'entre elles, même si elles sont vraies, n'impliquent pas directement l'UNRWA.

À la suite de ces allégations, un certain nombre de pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon et l'Australie, [ont suspendu le financement de l'Office](#) dans l'attente d'un complément d'enquête.

Une condamnation à mort pour des millions de personnes

Agissant à ces événements, le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a déclaré la semaine dernière qu'il avait immédiatement mis fin aux contrats des employés incriminés et ordonné une enquête.

Il a déclaré : « Tout employé de l'UNRWA impliqué dans des actes de terrorisme devra répondre de ses actes, y compris par des poursuites pénales. »

« L'UNRWA réitère sa condamnation dans les termes les plus forts des attaques odieuses du 7 octobre et appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages israéliens et à leur retour en toute sécurité auprès de leurs familles. »



Philippe Lazzarini avec Sky News l'année dernière.

L'UNRWA a également déclaré qu'il partageait chaque année la liste de l'ensemble de son personnel avec les pays d'accueil, y compris Israël.

« L'agence n'a jamais reçu de préoccupations concernant des membres spécifiques du personnel », a ajouté l'agence.

La décision de réduire le financement a été vivement critiquée par d'autres organisations d'aide. *Action Aid* a déclaré qu'elle « signifie une condamnation à mort pour des millions de Palestiniens à Gaza et dans les régions avoisinantes ».

L'UNRWA a payé un lourd tribut à la guerre : 152 membres de son personnel ont tués à Gaza et 145 de ses installations ont été endommagées.

Alistair Bunkall est correspondant au Moyen-Orient pour Sky News.

Source : [Sky News](#)

Traduction ED pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©e
2024/02/02